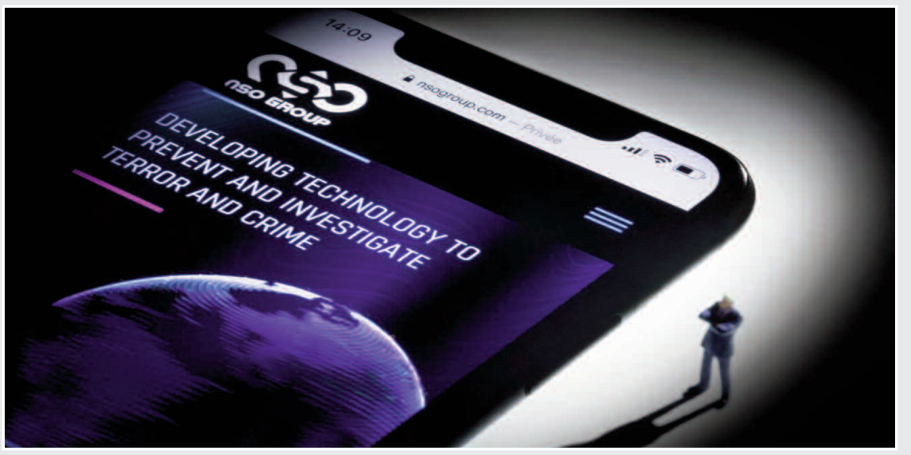


Affaire d'espionnage Pegasus

DE NOUVEAUX ÉLÉMENTS ET PREUVES ACCABLENT RABAT

Page 4

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 7053 – JEUDI 29 JUILLET 2021

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Annaba

RUÉE SUR LE VACCIN ET LES TESTS ANTIGÉNIQUES

Page 2

PLUSIEURS ACTIONS SONT MENÉES POUR PRÊTER MAIN-FORTE AUX MALADES

LA SOLIDARITÉ CITOYENNE SE RENFORCE

L'Algérie est frappée de plein fouet par l'épidémie du coronavirus. Le pays fait face, depuis quelques jours, à une reprise de l'épidémie liée à la prolifération du variant Delta, qui représente désormais 71 % des virus qui circulent. Face à la situation qui met les hôpitaux à rude épreuve, où est notamment signalé un manque d'oxygène un peu partout dans le pays, la solidarité s'organise. Des initiatives citoyennes des Algériens d'ici et de l'étranger se multiplient. Agir collectivement et s'entraider sont désormais les maîtres mots. Page 3



IL ÉVOQUE UNE SITUATION TRAGIQUE

Le PT appelle à décréter l'état d'urgence sanitaire

Page 3

IMPLICATION DES PHARMACIENS DANS LA CAMPAGNE DE VACCINATION

Satisfecit du SNAPO

Page 2

PROCÈS EN APPEL DE MUSTAPHA LAYADI

Le procureur requiert l'aggravation des peines

Page 4

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO

MÉDÉA

Suspension des activités sportives et culturelles

TRÈS ATTENDUE eu égard à la dégradation de la situation épidémiologique sévissant à travers la wilaya, la décision de suspension des activités sportives, culturelles a été prise par le comité de wilaya chargé de l'activité sectorielle de prévention à l'issue de la réunion qui s'est tenue, mardi après-midi, sous la présidence du wali.

Le comité a également ordonné la fermeture des salles de sport, des stades communaux et de proximité, des écoles coraniques ainsi que l'application de mesures fermes à l'égard des randonneurs qui sont aussi à l'origine de la transformation de la forêt en foyer de propagation de l'épidémie.

Par ailleurs, le comté de wilaya a suggéré l'ouverture de centres vaccinateurs hors structures sanitaires au niveau des écoles et des établissements d'enseignement afin de faire face à l'afflux de citoyens désirant se faire vacciner.

En outre, les salles de soins situées dans les zones difficiles et éloignées seront mises à contribution dans les activités d'intensification des opérations de vaccination par l'implication des cadres des autres secteurs, dont ceux des oeuvres universitaires.

Les mesures préconisées pour endiguer la propagation de l'épidémie font suite aux informations communiquées par le directeur de la santé et de la population de Médéa faisant état de l'importante affluence enregistrée au niveau des centres de vaccination anti-covid qui reçoivent jusqu'à un millier de personnes par jour dans chacun d'eux.

Les contrôles des véhicules de transport de voyageurs sur l'application des mesures de prévention édictées se sont soldés par la rédaction de 57 PV pour des infractions liées au non respect du port de la bavette et à du taux de remplissage fixé à 50 % des capacités du véhicule, a indiqué le directeur des transports de Médéa.

Les imams sont sollicités pour prendre part à la campagne de sensibilisation en direction des fidèles et de réserver des espaces dans leurs mosquées aux opérations de vaccination anti-covid, alors que les secteurs de la formation professionnelle et du tourisme mettront les moyens pour la production et la distribution de masques de protection, est-il précisé.

Quant à la disponibilité de l'oxygène dans les établissements hospitaliers où une forte pression sur le produit a été constaté, le DSP a soutenu qu'aucune rupture ou manque n'a été enregistrée et que les quantités consommées sont remplacées à temps.

Nabil B.

IMPLICATION DES PHARMACIENS DANS LA CAMPAGNE DE VACCINATION

Satisfecit du SNAPO

Le président du Syndicat national des pharmaciens d'officine (SNAPO), Messaoud Belambri, a exprimé sa satisfaction quant à la décision prise par le ministère de la Santé d'impliquer les pharmaciens d'officine dans la campagne de vaccination et de les autoriser à effectuer les tests antigéniques rapides.



Messaoud Belambri qui a, à maintes reprises, fait appel aux autorités pour associer les pharmaciens d'officine dans la lutte contre la Covid-19 s'est dit satisfait de la décision du ministère. Selon lui, ce dernier a compris le rôle essentiel que peuvent jouer les pharmacies dans cette démarche importante. «L'officine est un espace de santé adéquat pour effectuer ce genre d'opération, et il était utile de faire appel aux pharmaciens d'officine et de les associer à cette opération vaccinale nationale contre la Covid, car plus vite on vaccine le plus grand nombre de la population et plus vite nous dresserons des barrières contre ce virus et sa propagation», a indiqué M. Belambri, soulignant que les autorités doivent utiliser tous les espaces de santé et toutes les compétences, d'autant que les doses de vaccin sont désormais disponibles. Les arrivages continuent et la production nationale va bientôt commencer. «Nous aspirons donc à contribuer, de manière efficace, à augmenter le nombre de personnes vaccinées pour pouvoir assurer une immunité maximale de notre population et ralentir considérablement le nombre de personnes atteintes par la Covid, ce qui se répercute directement sur le nombre de décès», a-t-il ajouté.

Le président du SNAPO a, dans ce sens, fait savoir que les instances sanitaires internationales et les plus grands pays du monde conseillent et optent pour une vaccination massive, seule alternative contre pareilles pandémies virales. Il a également insisté sur le recours à la vaccination comme ultime solution pour se prémunir contre le virus, expliquant que les médicaments ne servent qu'à limiter les dégâts et les complications causés par l'atteinte virale. «Les médicaments ne tuent pas ce virus, par contre, le vaccin permet au corps humain de développer une protection efficace et une immunité par la production d'anticorps qui protègent contre le coronavirus», a-t-il précisé. Pour vacciner le plus de monde, il était utile de faire appel aux pharmaciens d'officine, a-t-il indiqué.

«Il serait encore très utile de faire appel aux pharmaciens d'officine pour réaliser les tests rapides antigéniques qui permettent de faire le tri entre les vrais malades et ceux qui présentent de simples symptômes grippaux ou angines dus à des facteurs climatiques, car on a souvent vu les services hospitaliers ou les urgences saturés car tous s'adressaient systématiquement à ces services au moindre petit symptôme grippal ou fiévreux. Les tests rapides réalisés en officine permettraient d'orienter les vrais cas Covid vers les services concernés, et les autres seraient vite rassurés et orientés vers une thérapie normale, a estimé M. Belambri, soulignant que le recours aux tests rapides en officine a constitué une alternative très efficace dans plusieurs pays du monde.

«Nous avons demandé au ministère de la Santé d'autoriser ces tests en officine car les retombées positives seront énormes quant à l'efficacité de la prise en charge des malades Covid. La situation sur le terrain sera ainsi régulée et contrôlée», a-t-il souligné.

Lynda Louifi

ANNABA

Ruée sur le vaccin et les tests antigéniques

Comme attendu, la décision de fermeture des plages d'Annaba et d'El-Tarf pour lutter contre la propagation de la pandémie de Covid-19 a été bien accueillie par la population des deux rives devant le flux massif des estivants provenant des autres wilayas en confinement. Une décision logique qui trouve sa motivation devant la recrudescence de la Covid-19, et la découverte de dizaines de personnes porteuses du variant Delta, une contamination, selon plusieurs immunologues, six fois supérieur par rapport au virus d'origine. Ce qui est sur : le variant Delta est en grande circulation et le service de réanimation est au grand complet. Le wali d'Annaba, Djamel-Eddine Berrimi, a affirmé hier sur les ondes de Radio Annaba que « le nombre de mortalité a atteint la dernière semaine les 40 décès ». Un nombre macabre jamais atteint à Annaba depuis le déclenchement de la Covid-19 en 2020. La plupart des touristes, suite à l'annonce de la fermeture des plages, n'ont pas déserté la Coquette, et semblent préférer, pour l'instant, rester encore sur place. Devant l'urgence de la situation sanitaire, et apparemment pour que Annaba ne connaitrait pas un confinement général, les agents de la direction du commerce et de la police n'ont pas tardé pour sensibiliser les commerçants autour des nouvelles décisions prises par l'administration locale : les cafés et les restaurants ne sont plus autorisés à servir leurs clients à table, et seuls les boissons et les repas à emporter sont autorisés ; pour les autres commerces, le nombre de personnes à l'intérieur d'un magasin est limité à pas moins de deux avec respect de la distanciation physique et des gestes barrières. En cas de non respect des consignes sanitaires, des sanctions seront appliquées sur place, qui vont de la fermeture provisoire ou définitive. Devant la décision de fermeture des plages et les activités manifestes des agents de contrôle du service du commerce et de la police, de nombreux citoyens ont ressenti cette fois-ci, profondément, la dangerosité de la Covid-19. On porte alors de plus en plus le masque, on se lave les mains avec la solution hydroalccolique et on commence, une nouvelle fois, de respecter la distanciation sociale. Et surtout, ce qui convient de signaler, cette nouvelle frénésie des citoyens à se dépêcher vers les laboratoires d'analyse pour se faire dépister. Du jamais vu, hier. Plusieurs centaines de citoyens font la queue pour faire des tests antigéniques, des tests rapides pour détecter si l'ont est ou pas atteint de la Covid-19. Ces tests rapides coutent de l'argent, entre 3000 à 4000 dinars, alors qu'il serait préférable d'aller se faire vacciner. Une situation complexe, pour ne pas dire que la psychose de la contamination commencent par s'installer chez le citoyen, alors qu'il y a moins d'une semaine, peu de citoyens appréhendaient la menace de la Covid-19. Coté centres de vaccination, c'est le grand rush: on s'intéresse maintenant, à tout prix, à la vaccination.

Nabil Chaoui

PLUSIEURS ACTIONS SONT MENÉES POUR PRÊTER MAIN-FORTE AUX MALADES

La solidarité citoyenne se renforce

L'Algérie est frappée de plein fouet par l'épidémie du coronavirus. Le pays fait face, depuis quelques jours, à une reprise de l'épidémie liée à la prolifération du variant Delta, qui représente désormais 71 % des virus qui circulent. Face à la situation qui met les hôpitaux à rude épreuve, où est notamment signalé un manque d'oxygène un peu partout dans le pays, la solidarité s'organise. Des initiatives citoyennes des Algériens d'ici et de l'étranger se multiplient. Agir collectivement et s'entraider sont désormais les maîtres mots.



L'heure est à la mobilisation. La tendance haussière des contaminations au coronavirus et le nombre de personnes admises dans les hôpitaux, souvent des patients nécessitant une oxygénothérapie, font craindre le pire. L'afflux grandissant des malades sature les capacités d'accueil des hôpitaux.

Les moyens de diagnostic et de prise en charge arrivent à bout dans plusieurs structures hospitalières. Le scénario indien est tant redouté ! Depuis quelques jours, la situation sanitaire se détériore au quotidien et les hôpitaux sont sous pression, avec un personnel épuisé ou contaminé par ce satané virus.

Les appels de détresse lancés par des professionnels de la santé mais aussi par des malades ou parents de malades atteint de la Covid circulent. Les réseaux sociaux sont le canal de diffusion de ces appels. La majorité signale le manque d'oxygène. Des appels à la location ou l'achat d'obus ou de concentrateurs d'oxygène se multiplient.

Et c'est le déclic. Des opérateurs économiques et, surtout, des citoyens lambda puisent dans les traditions ancestrales : ils se mobilisent et se solidarisent. Des opérations d'acquisition de concentrateurs d'oxygène sont lancées, sachant qu'ils font l'objet d'une grande spéculation sur le marché et que leur prix flambent.

A Akbou, par exemple, dans la wilaya de Béjaïa, des bienfaiteurs, essentiellement des opérateurs économiques, de la région ont réalisé et équiper une centrale de production d'oxygène médical au profit de l'hôpital de la localité en moins de 48 heures. Ils ont collecté 1,7 milliard de centimes pour réaliser cette centrale d'une capacité de production de 4 000 litres par jour pour répondre à la demande grandissante.

Des opérations similaires sont lancées un peu partout dans le pays. Des appels sont en effet lancés pour l'acquisition de générateurs et concentrateurs d'oxygène afin de les mettre à la disposition des hôpitaux, où un manque flagrant de ce produit vital est signalé. Des appels aux dons sont également lancés.

Un groupes d'étudiants en médecine à Tizi Ouzou, qui mettent en avant le danger qui guette les professionnels de la santé «au front», vient de lancer un appel au don (des masques chirurgicaux, masques FFP2, camisoles, sur-blouses, gants, visières de protection, masque à oxygène).

Ces produits, précise-t-on, seront redistribués aux internes du CHU ainsi qu'au Croissant-Rouge algérien, qui se chargera d'approvisionner les hôpitaux manquant de protection pour le personnel et les patients.

Des cellules de crise sont aussi installées dans plusieurs localités du pays dans le but de mobiliser les aides financières et matérielles en vue de l'achat de concentrateurs d'oxygène de 15 à 20 litres, mais aussi pour doter les hôpitaux d'une station d'oxygène. La communauté algérienne à l'étranger se mobilise aussi. L'Association des étudiants et des cadres algériens en France (ECAF) a lancé une cagnotte pour l'acquisition de matériel médical. Cette initiative a été relayée en Algérie par des artistes qui ont lancé des appels aux dons. Cet appel a eu l'effet escompté. Le montant fixé comme objectif a été revu à la hausse.

D'origine algérienne, un interne en médecine à Toulouse a, de son côté, lancé une cagnotte pour acheter du matériel médical pour les hôpitaux d'Algérie. «C'est une hécatombe quotidienne, la situation est gravissime…», a-t-il déclaré à un média français, soulignant l'implication de la diaspora algérienne. Selon lui, les premières caisses de matériel devraient partir pour l'Algérie à la fin de la semaine. Des retraités du secteur de la santé sont également appelés en renfort.

Le but étant de prêter main-forte au personnel soignant au poste, épuisé et en première ligne depuis plus d'une année.

D'autres ont converti leur page Facebook pour relayer les appels de détresse mais aussi pour la mise en relation des parents des patients avec des fournisseurs de bouteilles ou des concentrateurs d'oxygène.

Chacun à sa manière, l'essentiel c'est de porter secours à ces malades qui suffoquent…

Lilia Aït Akli

Le PT appelle à décréter l'état d'urgence sanitaire

LE PARTI des travailleurs (PT) a appelé, ce mercredi, à l'instauration de l'Etat d'urgence sanitaire dans tout le pays, en raison de la flambée des contaminations qui ont atteint une moyenne de 2 000 cas par jour, décochant au passage de vives critiques contre les pouvoirs publics leur imputant la situation «tragique» vécue par les algériens.

Dans un communiqué rendu public à l'issue de sa session hebdomadaire, le secrétariat du bureau politique de la formation de Louiza Hanoune lance un appel à décréter l'état d'urgence sanitaire, impliquant la réquisition de tous les moyens humains, matériels et financiers de l'Etat, dans le but primordial de freiner l'avancée spectaculaire du virus et de faire face à ses ravages sur les plans économique et social.

Tout en tenant à préciser que «les efforts consentis» en matière de lutte contre la pandémie ne relèvent que des «devoirs et obligations» des institutions en tant que représentants de l'Etat, le PT estime que les pouvoirs publics ont failli dans leur mission. Le PT motive ce constat par «l'absence de planification, de toute vision prospective et prévisionnelle au niveau des autorités publiques».

Sur le plan économique, insiste encore le parti des travailleurs, le confinement sanitaire global, décrété durant les neuf premiers mois de l'année 2020, ont aggravé la situation des entreprises et des familles sans pourtant «empêcher le retour en force de la pandémie».

Pour la formation trotskyste, la solution à la crise sanitaire aujourd'hui ne peut être dans le recours, une nouvelle fois, dans le confinement mais dans l'état d'urgence sanitaire dans lequel l'Etat ne sera pas le seul acteur mais également les entreprises publiques et privées ainsi que les citoyens dans le cadre d'un acte de solidarité national.

Dans son son appel, le PT juge nécessaire de rendre gratuit tous les tests de la Covid-19 de manière à ce qu'ils soient accessibles à tous. Parallèlement, considère-t-il, il y a l'urgence de réquisitionner toutes les entreprises publiques et privées qui produisent de l'oxygène médical afin de le rendre disponible en grandes quantités.

Le PT qui insiste sur cette action va jusqu'à préconiser «l'expropriation» ou la «nationalisation» des entreprises privées qui refusent d'adhérer à cette démarche.

Pour celles qui s'y engagent volontairement, la formation politique demande à ce que le Trésor public prenne en charge les compensations financières induites par la réquisition. De même pour les personnes et les familles impactées directement par cette crise sanitaire.

Pour en revenir au problème de l'oxygène médical dont le manque est considéré comme la cause directe du décès de dizaines de personnes atteintes par la Covid-19, le parti rappelle des «décisions criminelles» prises au début des années 2000 et indique que c'est la cession de 66% des parts de l'entreprise algérienne des gaz industriels (ENGI) à une multinationale qui est à l'origine du désastre d'aujourd'hui. Dans ses recommandations, le secrétariat du bureau politique du Parti des travailleurs, souligne la nécessité de faire face à la rareté des médicaments destinés au traitement de la Covid-19, en procédant notamment à une lutte efficace contre la spéculation qu'il qualifie de meurtrière.

De même, il appelle à l'ouverture immédiate de postes d'emploi pour les médecins et les paramédicaux au chômage, ainsi que de faire appel aux retraités, afin de combler le déficit en l'effectif qui est présentement au champ de bataille. Le PT souligne aussi l'urgence de procéder à l'ouverture de nouveaux hôpitaux permanents et d'autres ambulants sur l'ensemble du territoire national.

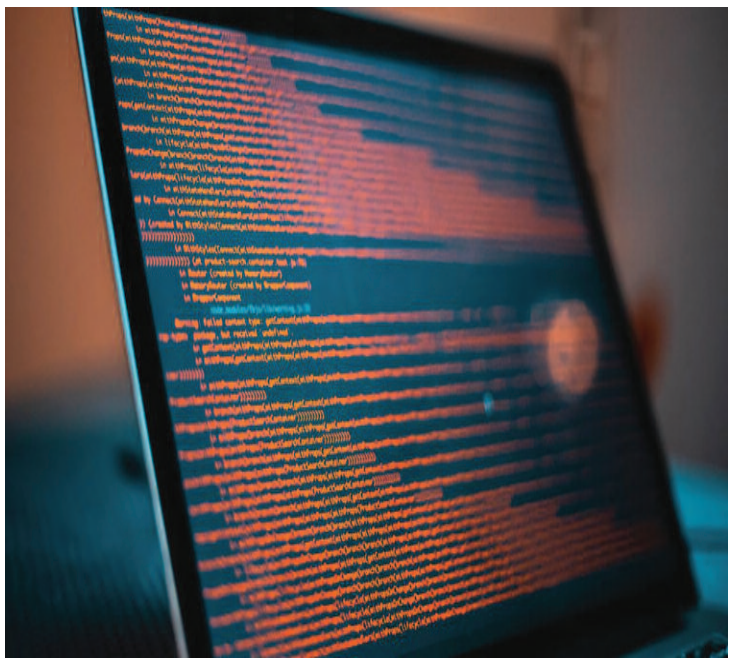
Par ailleurs, rejetant les statistiques officielles de la pandémie en Algérie, le parti affirme qu'il s'insurge contre les déclarations des responsables qui «falsifient la réalité». La formation de Louiza Hanoune s'indigne encore plus contre le fait que ces mêmes responsables rejettent sur les citoyens la responsabilité de la propagation du virus et du retard dans l'opération de vaccination, alors que cette opération n'a commencé de à grande échelle qu'en juin dernier.

Sonia Djouher

AFFAIRE D'ESPIONNAGE PEGASUS

De nouveaux éléments et preuves accablent Rabat

Les preuves continuent d'accabler Rabat dans l'affaire d'espionnage contre l'Algérie, ses voisins ainsi que des personnalités en France et en Afrique. Après ses récentes déclarations officielles, où le Makhzen récuse les informations publiées dernièrement par un consortium de la presse internationale, et ses attaques à travers les réseaux sociaux, le journal français le Monde a apporté hier de nouveaux éléments techniques confirmant l'utilisation par le Maroc du logiciel espion Pegasus pour surveiller des journalistes et personnalités en France et ailleurs. Le Monde vient ainsi de battre en brèche, une fois de plus, les dénégations du royaume.



Se basant sur une expertise effectuée par le Security Lab d'Amnesty International, un laboratoire spécialisé dans l'analyse des logiciels d'espionnage, le Monde a indiqué que les téléphones des journalistes et personnalités espionnés, une quarantaine dont 15 en France, ont été effectivement infectés par le logiciel Pegasus.

Il a souligné, à ce titre, que «les experts ont fait parler les archives des téléphones d'Apple. Les iPhones ont ceci de particulier qu'à chaque fois qu'un composant d'IOS, le logiciel qui les fait fonctionner, est lancé (par exemple pour prendre une photo ou envoyer un message), une trace est consignée dans la mémoire du téléphone. Les experts du Security Lab d'Amnesty ont découvert dans cet historique des traces de composants qui n'ont pas été développés par Apple, totalement étrangers à IOS».

«Dans certains cas, le fonctionnement de ces composants étrangers s'accompagnait de l'exfiltration de données. Autrement dit, la preuve qu'un logiciel espion s'était activé sur ces téléphones», a ajouté le média.

Le journal le Monde affirme que les traces retrouvées par le Security Lab d'Amnesty International sur les téléphones ciblés par le Maroc sont similaires à celles découvertes par LookOut, une entreprise spécialisée dans la cybersécurité des appareils mobiles : «Elle y avait alors découvert les mêmes noms de composants aujourd'hui exhumés par Amnesty International. La preuve qu'il s'agit d'un seul et même logiciel espion : Pegasus.»

En outre, le journal français a noté que «les experts du Security Lab d'Amnesty International ont aussi, dans certains cas, réussi à isoler des adresses internet utilisées par Pegasus pour communiquer avec l'extérieur : toutes ces adresses, récupérées par les experts ces trois dernières années, présentent d'importantes similitudes, preuves de l'activité d'un seul et même logiciel espion». Selon le Monde, «les numéros correspondant aux téléphones ciblés en France figurent parmi une liste de cibles potentielles coïncidant avec les priorités géostratégiques du Maroc (société civile marocaine, responsables algériens et sahraouis).

«Plusieurs services de l'Etat en France ont acquis la conviction que le Maroc était bel et bien client de Pegasus», a-t-il conclu.

Pour rappel, plusieurs personnalités algériennes, dont de hauts responsables de l'Etat, parmi eux l'ancien président déchu Abdelaziz Bouteflika, le défunt vice-ministre de la défense et chef d'état-major Ahmed Gaid Salah et le diplomate Abdelaziz Rahabi ont été espionnées par les services de renseignements marocains à travers le logiciel israélien Pegasus.

Parmi les Algériens ciblés par cette opération d'espionnage, on trouve de hauts responsables politiques mais aussi des militaires, des diplomates et même des chefs de partis politiques et des chefs d'entreprise, selon une liste révélée récemment par le journal français le Monde.

Ainsi, ce sont plus de 6 000 numéros algériens qui ont été ciblés par le Maroc dans le cadre de cette vaste opération d'espionnage.

Dans cette liste des numéros infectés, on y trouve ceux présumés de Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major de l'ANP décédé en décembre 2019, Ramtane Lamamra, l'actuel chef de la diplomatie algérienne, Abdelkader Messahel, Nourredine Bedoui ainsi que Noureddine Ayadi, qui a occupé successivement les postes de secrétaire général du ministère des Affaires étrangères puis de directeur de cabinet de la présidence de la République, selon le Monde.

Le royaume chérifien s'est également intéressé à des journalistes et à des personnalités politiques comme Abdelaziz Rahabi.

Suite à ces révélations, le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger a exprimé sa profonde préoccupation en condamnant le procédé marocain, qualifié comme une atteinte flagrante aux droits de l'homme.

«L'Algérie condamne vigoureusement cette inadmissible atteinte systématique aux droits de l'homme et libertés fondamentales, qui constitue également une violation flagrante des principes et normes régissant les relations internationales», a affirmé la même source dans une déclaration diffusée dans la soirée de jeudi. Pour le MAE, «cette pratique illégale, malvenue et dangereuse, met en péril le climat de confiance qui doit présider aux échanges et interactions entre les responsables et représentants des Etats».

«Etant directement concernée par ces attaques, l'Algérie se réserve le droit de mettre en œuvre sa stratégie de riposte et se tient prête à participer à tout effort international destiné à établir collectivement les faits et à faire la lumière sur la matérialité et l'ampleur de ces crimes qui menacent la paix et la sécurité internationales ainsi que la sécurité humaine», a souligné le communiqué.

«Toute impunité constituerait un précédent extrêmement dommageable à la conduite de relations amicales et de coopération entre les Etats conformément au droit international», a conclu le journal le Monde.

Mohamed K.

PROCÈS EN APPEL DE L'EX-WALI MUSTAPHA LAYADI

Le procureur requiert l'aggravation des peines

LE PROCUREUR général près la cour d'Alger a requis ce mercredi l'aggravation des peines contre l'ex-wali de Tipasa Mustapha Layadi et l'ancien directeur des domaines au niveau de la même wilaya Ali Bouamrane, poursuivis pour trafic d'influence et octroi d'indus avantages à l'homme d'affaires Attia Hamid, propriétaire du géant électronique dans la capitale des Bibans.

Le procureur général a par ailleurs requis l'aggravation des peines contre les deux frères Attia Hamid et Bachir et leur neveu Lyes Souhil pour avoir bénéficié d'une extension de 2 000 mètres d'un lot de terrain dans la zone d'activité commerciale d'El Hamdania (W. Tipasa).

Le procureur a en outre requis une peine de quatre ans de prison ferme assortis d'une amende d'un million de dinars contre le conservateur Korichi.

L'ancien wali de Tipasa et l'ex-directeur des domaines respectivement Mustapha Layadi et Ali Bouamrane ont affirmé au président de la première chambre pénale de la cour d' appel d'Alger Abdelaziz Ayad : «Toutes les procédures relatives à l'octroi du lot de terrain objet de la poursuite judiciaire entamée à notre encontre ont été respectées».

Les deux ex-cadres ont clamé haut et fort : «On fait l'objet de graves accusations bel et bien maquillées par la directrice du tourisme au niveau de la wilaya de Tipasa qui a donné d'ailleurs son accord pour l'extension du lot de terrain puis elle est allée se plaindre auprès des instances judiciaires !».

L'ancien wali de Tipasa a déclaré : «J'ai signé l'arrêt d'octroi de 8 200 mètres sur la base de l'accord de la directrice du tourisme et sur la base de l'enquête foncière laquelle n'a relevé aucune carence ou anomalie concernant la demande formulée par l'homme d'affaires Hamid Attia».

Le mis en cause a par ailleurs affirmé que : «Personne n'a postulé pour le lot objet de la poursuite judiciaire».

Il a saisi l'occasion pour s'interroger : «Je ne comprends pas pourquoi, elle a attendue de 2013 à 2017 pour dénoncer soi-disant les dépassements enregistrés dans le cadre de cette affaire. Je suis lésé dans mes droits monsieur le président».

A la question de savoir s'il entretenait des relations avec la famille Attia du fait qu'ils sont tous originaires de Bordj Bou Arreridj, Mustapha Layadi a répondu : «J'ai trouvé que la demande formulée par les hommes d'affaires Attia Hamid et Bachir répondait aux normes. Le dossier des concernés a été validé par notamment le secrétaire général de la wilaya de Tipasa et des autres membres de la commission chargée de l'examen des marchés publics».

De son côté, l'ex-directeur des domaines Ali Bouamrane a d'emblée affirmé au président : «Je ne possède pas l'autorité de la décision. J'ai déposé plainte contre la directrice du tourisme de la wilaya de Tipasa concernant les informations qu'elle fournissait sur la structure que je gérais à des personnes étrangères».

Il a indiqué que : «L'ex-wali n'a pas exercé des pressions sur moi pour signer en faveur de quiconque…»

Les deux frères Attia Hamid et Bachir et leur neveu Lyes ont nié tous les faits qui leur ont été reprochés au cours de l'instruction judiciaire.

Ils estiment qu'ils ne sont concernés dans cette affaire ni de près ni de loin.

Le premier responsable du géant électronique Hamid Attia a affirmé : «J'ai investi pas moins de 12 milliards de centimes dans un endroit qui ne répondait pas à mes espérances. Je paie 400 millions de centimes par an. J'avais l'intention de créer une usine et empocher des jeunes. En guise de reconnaissance je me retrouve poursuivi dans une affaire liée à la malversation».

Il a clamé haut et fort à la direction du président : «Je n'ai bénéficié d'aucun avantage de la part du wali inculpé. J'ai dû attendre de 2011 à 2013 pour avoir la réponse. Si j'avais des connaissances, j'aurais eu le lot de terrain en plein cœur de Tipasa et non pas dans un petit village…».

Il convient de signaler que le collectif des avocats a demandé au président de l'audience de faire-venir la directrice du tourisme de la wilaya de Tipasa par la force publique car elle a signé la fiche navette. Ils ont enfin sollicité l'extinction de l'action publique car les faits remontent à 2013 alors que la plainte n'a été déposée qu'en 2017 au temps de l'ex-wali Moussa Ghellai.

La partie civile a demandé une réparation matérielle estimée à plus de 17 millions de dinars

Redouane Hannachi

«541 JOURS» DU MANDAT DE TEBBOUNE

LA REVUE DU CONSEIL DE LA NATION Y CONSACRE UN NUMÉRO SPÉCIAL

La revue mensuelle du Conseil de la nation a consacré dans sa dernière édition un supplément spécial dédié aux 541 jours ayant suivi l'investiture d'Abdelmadjid Tebboune à la magistrature suprême du pays, soulignant les différentes réalisations du Président de la république et les défis auxquels a fait face l'Algérie durant la période allant du 19 décembre 2019 au 12 juin 2021.



Dans un article d'ouverture intitulé: «19 décembre 2019...12 juin 2021: 541 jours de réalisations et de défis», le président du Conseil de la Nation, M. Salah Goudjil, a souligné que l'Algérie est le «grand gagnant» de l'élection présidentielle, ajoutant que cette même élection constituait le «début du changement».

M. Goudjil a mis en exergue, dans le même article, la «transparence» du scrutin du 12 décembre 2019, le quel a permis, «au peuple algérien de répondre à l'appel de la Nation et surtout « remettre le pays sur la voie de la légitimité constitutionnelle en consacrant la souveraineté populaire», écrit-il. Il a relevé également que les élections présidentielles ont «évité au pays d'entrer dans une spirale de l'instabilité», ajoutant que le choix du peuple porté sur M. Tebboune, était un «tournant décisif pour redonner l'espoir».

La publication a souligné aussi le rôle de l'Armée Nationale Populaire (ANP), le rempart sur lequel s'appuie le président de la République pour «réduire à néant les tentatives de déstabilisation qui visent l'Algérie», saluant la décision du Chef de l'Etat portant sur la réactivation du Conseil supérieur de sécurité qui traite des questions relevant de la sécurité et la stratégie de lutte contre la propagation de la pandémie du coronavirus.

L'un des articles de ce numéro spécial qui s'étale sur 80 pages a été consacré à l'amendement de la Constitution le 1er novembre 2020, « un grand chantier de réformes concrétisé par M. Abdelmadjid Tebboune», estime-t-il, tout comme la tenue des élections législatives le 12 juin 2021 constituant une étape importante dans le processus du changement et l'édification de «l'Algérie nouvelle», lit-on dans l'article.

Le numéro spécial a mis en évidence également le programme de développement des zones d'ombre, la lutte contre la bureaucratie et la corruption, ainsi que les efforts déployés et la stratégie mise en place par les autorités pour contrecarrer la pandémie du coronavirus, considérant que la crise sanitaire de Covid-19 était un «fardeau qui s'ajoute aux responsabilités du président de la République».

La publication du Conseil de la Nation est revenue sur le choix porté par le Président de la République pour un «Gouvernement technocrate pour concrétiser les réalisations et faire face aux défis», est-il noté.

Le numéro spécial a mis en avant les réalisations d'Abdelmadjid Tebboune durant les 541 jours suivant son mandat sur le plan diplomatique, en réitérant la position constante de l'Algérie vis-à-vis de la cause palestinienne et la cause du peuple sahraoui, dernière colonie du continent africain, affirmant que la solidarité de l'Algérie avec la cause sahraouie émane des convictions historiques et juridiques».

Le dossier de la mémoire a occupé une place importante dans le numéro spécial du Conseil de la Nation, soulignant, à cette occasion, la restitution des crânes des chefs de la résistance populaire, et ce après avoir été séquestrés près d'un siècle et demi dans un musée parisien.

Par ailleurs, ce double numéro de la revue mensuelle (90, 91) a été aussi consacré aux différentes activités législatives et du contrôle du Conseil de la Nation pour la période allant de décembre 2020 à juillet 2021.

M. D.

Publicité

Le Jeune Indépendant **du 29/07/2021 / ANEP 2116013581**

HORAIRES DES PRIÈRES

ANNABA					CONSTANTINE					ALGER					OUARGLA					CHLEF					MOSTAGANEM					ORAN				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
03:50	12:35	16:25	19:39	21:14	03:57	12:40	16:28	19:47	21:16	04:09	12:55	16:44	20:00	21:33	04:19	12:45	16:26	19:40	21:05	04:19	13:01	16:49	20:05	21:37	04:25	13:06	16:54	20:09	21:41	04:29	13:09	16:56	20:11	21:43

LE JEUNE INDÉPENDANT

N° 7053 – JEUDI 29 JUILLET 2021

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	31°	23°
Oran	30°	23°
Constantine	42°	22°
Ouargla	41°	25°

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

Plusieurs opérations menées par l'ANP en une semaine

Des détachements et des unités de l'Armée nationale populaire (ANP) ont mené, durant la période allant du 19 au 27 juillet, de multiples opérations dans le cadre de la lutte contre la criminalité, la contrebande et l'émigration clandestine, témoignant ainsi de «l'engagement infaillible» des Forces armées à «préserver la quiétude et la sécurité» dans le pays, indique un bilan opérationnel de l'ANP rendu public mercredi.



«Dans le cadre de leurs nobles missions de défense et de sécurisation du territoire national contre toute forme de menaces, des détachements et des unités de l'ANP ont mené, du 19 au 27 juillet 2021, de multiples opérations qui témoignent de l'engagement infaillible de nos Forces armées à préserver la quiétude et la sécurité dans notre pays», précise la même source.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et «dans la dynamique des efforts intenses visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité au niveau des territoires des 2ème et 3ème Régions militaires (RM), 8 narcotrafiquants et saisi 273 kilogrammes de kif traité que les bandes criminelles ont tenté d'introduire à travers les frontières avec le Maroc», relève le bilan, ajoutant que «31 autres narcotrafiquants ont été arrêtés et 35 145 comprimés psychotropes saisis, dans diverses opérations exécutées à travers les différentes RM».

Dans un autre contexte, «des détachements de l'ANP ont intercepté, à Tamanrasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar et Djanet, 122 individus et saisi 07 véhicules, 66 groupes électrogènes, 22 marteaux-piqueurs, 85 sacs de mélange d'or brut et de pierres ainsi que des explosifs, outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite», note la même source, ajoutant que «3 fusils de chasse, 75 000 paquets de tabacs et 1 200 unités de diverses boissons ont été saisis lors d'opérations distinctes menées à Ouargla, El Oued, Biskra et Djelfa». En outre, le même bilan a fait état de «tentatives de contrebande de quantités de carburants s'élevant à 2 543 litres qui ont été déjouées à Tébessa, El-Tarf et Souk Ahras». Par ailleurs, «les Garde-côtes ont mis en échec des tentatives d'émigration clandestine de 187 individus à bord d'embarcations de construction artisanale à Oran, Mostaganem, Tlemcen, Chlef, Alger et Annaba, alors que 82 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à El Oued, Tlemcen, Tamanrasset, Souk Ahras, In Amenas et Tipaza», selon la même source.

S. O. B.

La chronique de Qahwet Lâarich

Par Nadji Azzouz

A Alger, café-vous bu mesdames-messieurs ?



UNE QUESTION fort de café : qu'est-ce qu'une ville, a fortiori une capitale, si ce n'est un cinéma, un théâtre, une librairie, un resto, un bistrot et un Café ? Une ville conviviale, c'est donc un film, une pièce, une toile, un livre, un plat, un verre de quelque chose et une dose filtrée ou pressée de robusta ou d'arabica, ou une mixture des deux. Une ville, c'est avant tout une tasse sur un comptoir de bon matin.

Des villes comme Paris ou Rome sont tout cela à la fois. Le Café et le Café-bar au bout de la rue machin, la brasserie et le bistrot des grands boulevards sont le théâtre où la convivialité se vit comme au cinéma, et se lit aussi au fond de la petite tasse de café ! Une ville où le journal et le livre sont ouverts au Café du coin, devant un verre, une tasse et une assiette. Dans les métropoles européennes, il y a le Café-concert, le Café-philo, le Café-théâtre, les bars à thèmes. Le troquet de tous les instants où l'on vient jouer son turf du jour, ses chiffres du loto de la semaine, gratter sa chance au quotidien et, bonheur ordinaire, savourer un noir brûlant pour échapper à la noirceur du quotidien.

A Alger, où il n'était presque plus possible de s'attabler à une terrasse pour siroter un noir sans broyer du noir, la convivialité revient, peu à peu, sur les trottoirs et dans de nouveaux Cafés selects. On y déguste même, luxe hier fantasmatique, un bon espresso italien ! Mais cette convivialité est quand même cantonnée à la marge, dans de rares espaces propres, comme à la Grande Poste, rue Didouche Mourad ou sur les hauteurs. Et elle se paie cher. Un effort réel de qualité est cependant fait, et les Algérois apprennent ou réapprennent à apprécier de l'arabica de bonne torréfaction !

Mais à Alger, ne cherchez surtout pas la convivialité dans ses innombrables Cafés malodorants, cradingues et mal accueillants. La convivialité n'y a pas la saveur d'un arabica moulu. Le Café maure d'antan, joyeux, coquet et chaleureux, parfois sur des nattes en alfa, est aujourd'hui un Café «mort». Au sens où malvie et malbouffe s'y côtoient dans des bouillons de cultures... microbiennes. Alors, la convivialité, le livre, le journal ou le Smartphone ouverts tranquillement face à une tasse fumante, surtout n'y rêvez pas ! Ici ou là, le café est presque toujours un robusta bien robuste, acide, âcre et fort astringent. Les Algérois, qui en sont accros, l'appellent d'ailleurs qahwa goudroune. Le café-goudron trop bien serré qui vous lacère la gorge avant de vous déchirer les boyaux ! Le Café maure où les serveurs ont des chemises aussi blanches que le café-goudron, est le lieu de prédilection de consommateurs pressés de prendre un robusta par trop pressé.

Rares sont donc à Alger les Cafés où l'on vous sert dans des tasses propres un espresso italien ou un arabica en capsule de bonne qualité. Quant à y lire son livre, c'est une tout autre histoire.

Pourtant, dans l'Alger d'un autre temps, on buvait du café au Café. Et le Café de prédilection avait un nom odoriférant. Il était par excellence un lieu de rendez-vous. Un coin de convivialité et un espace de culture où les bons esprits s'y retrouvaient. Le Café s'appelait, entre autres lieux magiques, le Milk-bar, Le Névé, Le Novelty, Le Lotus, Le Tantonville, Le Terminus, le Boule-Mich, le Dôme ou Le Coq Hardi. Il était même chantant. Le chaâbi y trouvait ses quartiers et ses gammes, comme au Café Malakoff, un temps géré par le légendaire Hadj Mrizek et fréquenté par le Cardinal El Anka. Et, c'est sérieux, il y avait même des Cafés thématiques avec des scopitones, des Juke-box et des tourne-disques.

En ces temps, naguère socialistes et de l'islamisme «clochardiseur» en moins, le café n'était pas une qahwa goudroune. Certains Cafés étaient surnommés Qahwet Oum Kalsoum, Qahwet Farid El Atrache ou Qahwet Abdelhalim Hafez. C'était à la rue Tanger où l'on écoutait aussi Hadj M'hamed El Anka et Dahmene El Harrachi. En ces temps d'Alger-Café, le cafetier était sympa, souriant, volubile et avait une chemise blanche comme les murs d'Alger non encore décrépits. On ne buvait pas du qahwa goudroune, sauf à l'époque de disette chadlienne où on a ingurgité du «cachiche», un horrible ersatz de café fait d'un mélange de robusta et de pois-chiche grillé.

C'était Alger-Café, Alger-désir, Alger-plaisir. C'était avant un certain Tonic-Emballage dont la faillite économique a eu une incidence inattendue : la «gobellisation» de la consommation du café. Cette nouvelle manière bien algéroise de boire une qahwa goudroune dans un gobelet en carton, en marchant sur un trottoir, dans le métro ou en slalomant entre les voitures.

Pour sa part, le chroniqueur de Qahwet Laârich est toujours adepte de ce proverbe turc qui dit que le café doit être noir comme l'enfer, fort comme la mort, et doux comme l'amour. Alors, pour bien moudre ses idées et torréfier ses chroniques, il se délecte de grands crus d'arabica chez un jeune et sympathique cafetier-torréfacteur algérois, à trois bras de distance de l'Hôtel Suisse, haut lieu de la convivialité algéroise.

«C'est à coup d'excitants (café, tabac) que j'ai écrit tous mes livres. A quoi tient l'activité de l'esprit», disait et se demandait le philosophe et poète Emile Cioran, auteur de «Divagations» et «Syllogismes de l'amertume». L'amertume, comme celle du Moka Sidamo éthiopien qui a inspiré l'écriture de cette chronique caféinée !